

18 janvier 2022

Afghanistan : Les forces de sécurité locales : l'exemple du district de Hesarak (province de Nangarhar, 2010-2016)

La police locale afghane (*Afghan Local Police, ALP*) et les groupes de soulèvement populaire (*Popular uprising groups*)

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. La situation sécuritaire à Hesarak : 2010-2016.....	3
2. Le caractère problématique du terme <i>arbaki</i> : la difficulté à distinguer les différentes forces de défense locales	4
3. La police locale afghane (<i>Afghan Local Police, ALP</i>) : rappels.....	5
3.1. Les origines de l'ALP : logique, ambition et limites.....	5
3.2. Mandat et missions	5
3.3. Recrutement et formation	6
3.4. L'ALP, « l'ennemi numéro-un des talibans »	7
3.5. Une force peu encadrée	8
3.5.1. Des mécanismes de supervision peu efficaces	9
3.5.2. L'impunité de certains commandants.....	10
4. L'ALP à Nangarhar, et à Hesarak en particulier.....	10
4.1. Remarques générales.....	10
4.2. Focus : le traitement par l'ALP de ses détenus à Nangarhar (2013-2016).....	11
4.3. L'ALP à Hesarak	12
4.3.1. Un déploiement différé et poussif.....	12
4.3.2. Affrontements entre l'ALP et les talibans	12
5. Les groupes de soulèvement populaire (<i>Uprising Groups/Forces</i>).....	13
5.1. Présentation générale.....	13
5.2. Les soulèvements ant-talibans à Hesarak.....	14
Bibliographie.....	16

Résumé : À partir de 2010 environ, le district de Hesarak (sud de Nangarhar, frontalier du Pakistan) a été le théâtre d'une intense activité talibane. Dans ce district comme dans le reste du pays, l'effort de contre-insurrection a notamment été confié à des forces de défense recrutées localement et déployées dans leurs propres communautés. Il s'agissait de la police locale (*Afghan Local Police, ALP*), à partir de 2010, ou de milices dépourvues de toute base légale, les « groupes de soulèvement populaire ». Si elles ont mis leur connaissance du terrain à profit pour repousser les talibans, elles se sont aussi rendues coupables d'exactions envers les civils, en raison d'une supervision insuffisante, du pouvoir excessif de certains commandants et de l'inadéquation de ce modèle milicien à certaines communautés.

Abstract : From around 2010, Hesarak district (southern Nangarhar, bordering Pakistan) has been the scene of intense Taliban activity. In this district, as in the rest of the country, the counter-insurgency effort was entrusted in particular to locally recruited defence forces deployed in their own communities. These were the Afghan Local Police (ALP), from 2010 onwards, or militias without any legal basis, the "popular uprising groups". While they used their knowledge of the terrain to repel the Taliban, they were also guilty of abuses against civilians, due to insufficient supervision, the excessive power of certain commanders and the unsuitability of this militia model for certain communities.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. La situation sécuritaire à Hesarak : 2010-2016

Selon la politologue américaine Ashley Jackson, **c'est à partir de 2010 que la situation sécuritaire à Nangarhar a commencé à se dégrader**. La politique d'éradication des champs de pavot adoptée au cours des années précédentes par le gouverneur provincial d'alors, Gul Agha Sherzaï, a suscité un grand ressentiment populaire que les talibans ont su exploiter, tout d'abord dans les districts de Sherzad, Khogyani, Hesarak¹ et Pachir Wa Agam. Il s'agit de **districts périphériques historiquement méfiants à l'égard des autorités centrales**. De fait, encore dans les années 2000-2010, ceux-ci étaient peu représentés dans les assemblées nationale et provinciale. Du reste, les insurgés ont été en mesure de tirer profit des divisions tribales et des conflits fonciers locaux, en sorte qu'en 2011, « Jalalabad [la capitale provinciale] était petit à petit encerclée par l'insurrection »².

S'agissant plus spécifiquement de Hesarak, Fabrizio Foschini, collaborateur du centre de recherches indépendant *Afghanistan Analysts Network* (AAN), l'a présenté comme **un district stratégique, du fait de sa proximité avec les zones tribales pakistanaises, à un point de la frontière où celle-ci se rapproche le plus de Kaboul**³. Il permet aussi de frapper les provinces voisines de Logar et Kapisa⁴. Un facteur d'instabilité était **la fragmentation du paysage insurgé local** : outre les talibans, aux début et milieu des années 2010, dans les districts de Khogyani et Hesarak, un nouveau groupe a semblé apparaître, la « Caravane de ceux qui se sacrifient » (*Karwan-e Fedayi* ou *De Fedayi Karwan*). Vraisemblablement tout vêtus de noir et masqués, ses membres allaient de village en village pour punir les collaborateurs du gouvernement afghan ou les espions présumés. S'ils n'ont pas semblé prendre part aux combats proprement dits, ils ont intimidé les communautés locales et les ont poussées à choisir un camp, s'en prenant notamment à des talibans ayant renoncé aux armes⁵. La prolifération de groupes armés y était aussi facilitée par l'absence de routes asphaltées⁶, qui ont compliqué les opérations des forces de sécurité afghanes.

En août 2012, les districts de Hesarak, Pachir Wa Agam, Sherzad et Chaparhar ont été le théâtre d'une recrudescence de l'activité talibane, les insurgés y établissant des postes de sécurité. Le gouverneur de Hesarak, Haji Abdul Khaliq Maroof, a indiqué que ceux-ci avaient bénéficié d'un afflux de combattants du Waziristan pakistanais, ce que des responsables de la police nationale (*Afghan National Police*, ANP) ont nié⁷.

En **juillet 2013**, le gouverneur de Hesarak a décrit le district comme échappant au contrôle du gouvernement depuis sept mois et s'est publiquement inquiété d'une possible prise de Hesarak par les talibans. L'armée nationale afghane (ANA) et la police ont alors mené une opération aérienne et terrestre, dite « *Shaheen 15* », dans le district et celui mitoyen d'Azra (province de Logar)⁸.

Pendant l'été 2014, Hesarak a été l'un des principaux théâtres d'opérations des talibans, avec des « attaques massives » impliquant « un nombre inhabituellement élevé de combattants » (estimé à 500 -1 500). Ces offensives ont peut-être été la conséquence de la diminution du nombre de frappes aériennes de la coalition internationale sous l'égide de l'OTAN et du découragement des forces de sécurité afghanes. Il semble aussi que les réseaux talibans locaux aient bénéficié de plus d'autonomie que ceux actifs dans le Sud (Kandahar). AAN lie enfin ces attaques aux opérations de l'armée pakistanaise dans l'agence tribale du Nord-Waziristan, qui a poussé des membres du réseau Haqqani⁹ à fuir et s'installer dans l'agence voisine de Kurram : il était dès lors possible à ces combattants de frapper les districts du sud de Nangarhar¹⁰. En **août 2014**, la coalition a procédé à des frappes sur

¹ Selon Ashley Jackson, le district avait déjà été déterminant dans la conquête de la province par les talibans en 1996, ceux-ci s'alliant à des commandants locaux. Voir p. 13 de la référence *infra*.

² JACKSON A., 06/2014, [url](#), p. 26 et 33

³ FOSCHINI F., 18/08/2014, [url](#)

⁴ Pajhwok Afghan News, 27/08/2015, [url](#)

⁵ FOSCHINI F., 18/08/2014, [url](#)

⁶ TOLONews, 02/08/2014, [url](#)

⁷ Pajhwok Afghan News, 03/08/2012, [url](#)

⁸ Pajhwok Afghan News, 12/07/2013, [url](#) ; Pajhwok Afghan News, 25/07/2013, [url](#)

⁹ Le réseau Haqqani est le plus important des réseaux semi-autonomes qui opèrent sous le « parapluie » taliban mais disposent de leurs propres sources de financement et chaîne de commandement. Il fait toutefois formellement partie du mouvement taliban et est d'ailleurs bien représenté au sein du gouvernement provisoire annoncé en septembre 2021, peu après la réinstauration de l'Émirat islamique.

¹⁰ FOSCHINI F., 18/08/2014, [url](#)

Hesarak pour empêcher les talibans de s'emparer du chef-lieu du district. Des combats féroces ont eu lieu entre eux et les forces de sécurité afghanes¹¹.

Fabrizio Foschini a vu dans ces offensives des talibans une volonté de punir les communautés qui avaient participé à des soulèvements contre eux, par exemple entre 2012 et 2014 à Hesarak [voir *infra*, 5.2.]. Si, en **juillet 2015**, les talibans ne semblaient pas projeter d'attaques de même ampleur, « dans des districts comme Hesarak et Khogyani, les insurgés exercent une pression constante sur les points de contrôle de la police, de la police locale et de la police des frontières »¹².

En **août 2015**, le média d'actualités afghan *Pajhwok* est revenu sur l'**opération « Triangle de fer »** lancée par les forces de sécurité afghanes dans plusieurs districts de Nangarhar, dont Khogyani et Hesarak, pour empêcher les talibans de s'y enraciner. À Hesarak, où le général Mohammad Zaman Waziri, commandant du 201^e corps de l'ANA, a présidé aux opérations, il s'agissait de briser les lignes de ravitaillement du mouvement, *via* le Waziristan voisin. Sur l'ensemble de Nangarhar, la campagne aurait fait près de 150 morts et 110 blessés parmi les talibans. Plusieurs dizaines d'insurgés ont également été arrêtés, tandis que le gouverneur « de l'ombre » de Hesarak, le **mollah Zakir**, a été tué¹³.

2. Le caractère problématique du terme *arbaki* : la difficulté à distinguer les différentes forces de défense locales

Dans son rapport de 2019 consacré aux différentes incarnations des forces de défense locales en Afghanistan, « *Ghosts of the Past : Lessons from Local Force Mobilisation in Afghanistan and Prospects for the future* », AAN rappelle qu'avant 2009, le terme d'*arbaki* (ou *arbakai*) désignait **une force de défense locale non rémunérée, temporaire et circonscrite géographiquement**, que les assemblées tribales (*jirga*) de la région dite de la *Loya Paktya* (comprenant les provinces de Paktya, Paktika et Khost) décidaient de lever au besoin pour faire respecter l'ordre ou défendre le territoire de la communauté. Toutefois, **à partir de 2009 et de la levée en masse de forces locales, le terme a été utilisé pour évoquer l'ALP, les groupes de soulèvement populaire ou les milices progouvernementales – souvent de façon péjorative**, précise AAN¹⁴.

Selon la politologue Vanda Felbab-Brown, **les Afghans sont rarement en mesure de distinguer les différents groupes d'autodéfense locaux et ont tendance à les désigner sous ce terme d'*arbakis*. Dès lors, attribuer telle exaction à un groupe précis peut s'avérer « particulièrement difficile » pour les populations locales**¹⁵. Elle ajoute que l'ALP dispose certes de son propre uniforme – ou, au moins, d'un brassard qui permet d'identifier ses agents –, mais que, ainsi que l'explique un activiste de Nangarhar qu'elle a interrogé : « S'ils vont de maison en maison pour demander de l'argent, ils enlèvent leur uniforme. Ils ne sont pas stupides. » Inversement, des bandes armées criminelles peuvent endosser l'uniforme des forces de sécurité pour arrêter des véhicules et extorquer de l'argent au chauffeur¹⁶.

AAN rappelle aussi l'existence de milices dites « progouvernementales », mobilisées occasionnellement et qui se disent souvent affiliées à l'ALP sans y être pourtant liées¹⁷.

¹¹ Pajhwok Afghan News, 02/08/2014, [url](#)

¹² FOSCHINI F., 09/07/2015, [url](#)

¹³ Pajhwok Afghan News, 27/08/2015, [url](#)

¹⁴ AAN, 07/2020, [url](#), p. 15

¹⁵ Pour illustrer cette confusion, on peut prendre l'exemple du district de Barmal (Paktika) qui, en 2020, comptait des unités de l'ANA et de l'ALP, des groupes de soulèvement populaire, des forces paramilitaires de la Direction nationale de la sécurité (NDS) et la police des frontières, « de même qu'une police tribale qui arbitrait les contentieux survenant entre les différentes communautés ». Voir : CLARK K., 08/2020, [url](#), p. 36

¹⁶ FELBAB-BROWN V., 09/05/2012, [url](#)

¹⁷ CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p. 35

3. La police locale afghane (*Afghan Local Police, ALP*) : rappels

3.1. Les origines de l'ALP : logique, ambition et limites

L'ALP n'est pas la première initiative de défense locale en Afghanistan après 2001, quoiqu'il s'agisse de la plus importante : une chronologie de ces différentes forces est proposée p. 25 de ce [rapport d'AAN](#).

La logique présidant à la création de l'ALP consistait à **reprenre un système supposé respecter la tradition des *arbaki*** [voir *supra*, 2.]¹⁸. Ses premières unités ont été mises sur pied en **2009/2010** par les forces spéciales américaines, surtout dans le sud du pays. Selon la coalition internationale, l'ALP se distinguait des tentatives de défense locale précédentes par une **ambition plus large que le seul maintien de la sécurité : il s'agissait d'étendre le contrôle du gouvernement central dans les zones menacées par les talibans ou déjà sous leur influence et de mobiliser les communautés locales contre les insurgés** en leur apportant aussi des projets de gouvernance et de développement. Par sa présence sur le terrain, l'ALP était une composante essentielle de l'effort de contre-insurrection conduit par les forces afghanes et leurs partenaires étrangers. Par ailleurs, elle était **moins onéreuse à recruter et à maintenir que l'ANA ou l'ANP**, les soldes des agents étant moins élevées et la durée de formation inférieure¹⁹.

Cependant, le recours aux *arbakis* était une coutume surtout enracinée dans le Sud-est afghan. De fait, les structures tribales étant demeurées plus robustes qu'ailleurs dans la *Loya Paktya* et dans certaines provinces de l'Est, comme Kunar, l'ALP a semblé jouir d'une bonne réputation dans ces régions. Les populations ont été véritablement associées à la création des unités locales de l'ALP et étaient par ailleurs désireuses de se mobiliser contre les talibans²⁰. Cependant, nuance AAN, **il ne faut pas en déduire que l'ALP a été une réussite dans l'ensemble des régions majoritairement pachtounes** : toutes ne bénéficient pas, ou plus, des structures tribales égalitaires qui permettaient d'encadrer ces milices. L'autorité des chefs traditionnels a par ailleurs pu être altérée par des déplacements massifs de population, des changements socioéconomiques ou l'émergence de commandants autonomes et de seigneurs de la guerre. De plus, les talibans comme les autorités régulières ont parfois tenté de les coopter ou de les menacer afin de gagner en influence sur une communauté donnée. De même, les *jirgas*, égalitaires et fondées sur le consensus, ont pu laisser la place à des assemblées pérennes (et non plus *ad hoc*), hiérarchisées et sous la coupe d'un individu puissant localement (*strongman*). En somme, **l'ALP a été bâtie sur l'idée erronée que les chefs coutumiers étaient encore les acteurs les plus puissants localement, quand « les commandants miliciens [étaient] ceux qui [détenaient] véritablement le pouvoir dans l'Afghanistan post-2001 »**. AAN note enfin que la capacité de l'ALP à mener des tâches de contre-insurrection n'avait rien d'évident²¹.

En 2020, l'ALP a été dissoute et partiellement versée dans une nouvelle force rattachée au ministère de la Défense, la Force territoriale de l'armée nationale (***Afghan National Army – Territorial Force, ANA-TF***)²².

3.2. Mandat et missions

L'ALP a été **créée par un décret du président Karzaï le 16 août 2010**²³. À l'origine, elle ne devait exister que deux à cinq ans, le temps que les forces afghanes régulières montent en puissance. Il était ensuite prévu de la démanteler ou de verser ses effectifs dans l'ANP²⁴.

Le but officiel de l'ALP était « d'assurer la sécurité des communautés locales et d'empêcher les groupes insurgés de s'implanter dans les zones rurales ». **Il s'agissait d'une force de défense communautaire ne disposant que de compétences « limitées » en matière de sécurité : l'ALP n'avait pas vocation à faire respecter la loi (*law enforcement*)**, à moins que l'ANP ne le lui demande expressément²⁵.

Au quotidien, **l'ALP était techniquement encadrée par le chef de district de l'ANP**. Toutefois, il existait une direction de l'ALP, au sein du ministère de l'Intérieur, qui « [exerçait] une responsabilité

¹⁸ AAN, 07/2020, [url](#), p. 23-24

¹⁹ UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 31-32 ; AAN, 07/2020, [url](#), p. 23-24

²⁰ AAN détaille, à cet égard, le cas du district de Yahyakhel, à Paktika.

²¹ AAN, 07/2020, [url](#), p. 23-24, 46-47

²² AAN, 07/2020, [url](#), p. 66

²³ HRW, 12/09/2011, [url](#)

²⁴ HRW, 12/09/2011, [url](#)

²⁵ HRW, 12/09/2011, [url](#) ; UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 40 ; UNAMA & OHCHR, 02/2015, [url](#)

parallèle » sur l'ALP. De plus, la Direction nationale de la sécurité (NDS) revendiquait une autorité sur la police locale²⁶.

Une unité de l'ALP n'avait pas le droit d'opérer à l'extérieur du district où elle avait été déployée. Ses agents ne pouvaient pas non plus porter des armes à l'extérieur de cette circonscription²⁷.

L'ONG *Human Rights Watch* a rappelé que « **les règles d'engagement de l'ALP [étaient] vagues** ». Puisqu'il s'agit d'une force théoriquement « orientée vers la défense de la communauté », elle n'est en principe « **pas qualifiée pour mener des offensives** »²⁸.

De même, **une certaine ambiguïté pesait sur les compétences de l'ALP en matière d'arrestations et de détention**. La Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) précisent que si l'ALP était autorisée à « retenir » temporairement des individus dans le cadre de leur mission de « sécurisation des villages », elle n'avait pas le pouvoir légal d'arrêter et de détenir des individus. Il lui incombait ainsi de confier sans délai les personnes capturées à la police nationale (ANP) ou à la principale agence de renseignement de la République islamique, le NDS. La durée maximale de cette détention temporaire n'était pas précisée par les textes officiels²⁹. Des responsables interrogés par HRW ont aussi livré des propos contradictoires, l'un expliquant que la police locale pouvait seulement interpellé un suspect pour le remettre à la justice, l'autre que l'ALP était, au contraire, autorisée à détenir un individu mais pas à l'arrêter. Selon l'UNAMA, l'ALP était « apparemment » en droit de détenir les personnes arrêtées pendant un combat ou celles soupçonnées d'appartenir à l'insurrection³⁰.

La même confusion entoure les pouvoirs d'enquête de l'ALP, une source de HRW indiquant que ceux-ci étaient encadrés par l'adjoint au chef de l'ANP du district. La directive établissant l'ALP ne clarifie pas ce point³¹.

Fin 2014, l'ALP comptait 27 950 membres répartis dans 157 districts de 29 provinces (toutes, à l'exception de Bamyan, Khost, Nimroz, le Panjshir et Samangan). À cette date, l'effectif maximal autorisé (30 000) était donc presque atteint³².

3.3. Recrutement et formation

Selon la directive instituant l'ALP et citée par HRW, les candidats à l'ALP devaient être âgés de 18 à 45 ans, recommandés par les assemblées locales (*shura*), validés par le NDS et enregistrés de façon biométrique dans la base de données nationale du ministère de l'Intérieur. Une analyse d'urine était également censée écarter les consommateurs d'opiacés³³. Il incombait au NDS et à la *shura* (ou à un responsable coutumier – *malek* ou équivalent) de déterminer si le candidat avait travaillé pour les talibans ou tout groupe opposé au gouvernement, s'il s'était montré brutal envers la communauté, s'il avait des antécédents criminels ou s'il avait pris part au conflit par le passé. Il s'agissait donc de tirer profit de la connaissance qu'était censé avoir le *malek* de sa population. Vanda Felbab-Brown rappelle que cela ignore la réalité de certains rapports de forces locaux, un commandant influent pouvant imposer sa volonté au *malek*, tandis que d'autres fermaient les yeux sur un candidat peu recommandable dès lors qu'il ne s'en prenait qu'à une communauté rivale. Enfin, les Américains ont eux-mêmes eu du mal à évaluer la fiabilité d'un responsable traditionnel : « N'importe quel homme portant une barbe et un turban [pouvait] aller à leur rencontre et prétendre être [un] sage du village³⁴. »

En 2012, l'UNAMA a constaté qu'en pratique, dans une « vaste majorité » des districts étudiés, **personne n'avait été empêché de rejoindre l'ALP**³⁵. Dès 2011, des bandes armées illégales ont été

²⁶ ICG, 04/06/2015, [url](#), p. 9

²⁷ UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 40 L'UNAMA a cependant constaté des entorses à cette règle, à Daykundi et Helmand par exemple. Voir p. 43

²⁸ HRW, 12/09/2011, [url](#)

²⁹ UNAMA & OHCHR, 02/2015, [url](#) ; UNAMA & OHCHR, 01/2013, [url](#), p. 10

³⁰ HRW, 12/09/2011, [url](#) ; UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 43

³¹ HRW, 12/09/2011, [url](#)

³² UNAMA & OHCHR, 02/2015, [url](#), p. 79

³³ HRW, 12/09/2011, [url](#) ; UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 33

³⁴ FELBAB-BROWN V., 09/05/2012, [url](#) ; UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 41

³⁵ En 2012, du fait d'une hausse des attaques commises par des membres des forces de sécurité afghanes contre leurs semblables (*Green-On-Blue attacks*) et des plaintes pour corruption et violences contre l'ALP, les autorités afghanes et la coalition internationale ont remanié la procédure d'accréditation et passé de nouveau au crible les antécédents de plus de 12 000 policiers locaux : 1 % d'entre eux ont alors été renvoyés. UNAMA & OHCHR, 02/2013, [url](#), p. 42

intégrées à l'ALP, ce qui pose la question d'un détournement du programme pour donner une couverture officielle à des groupes et des activités illégales³⁶. **En de nombreux cas, en effet, le recrutement de la police locale a simplement consisté en une remobilisation et un réarmement d'une milice préexistante.** Par exemple, dans le district de Ghoshta (Nangarhar), les recrues de l'ALP étaient d'ex-combattants passés auparavant par le programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) ou par celui consacré au démantèlement des groupes armés illégaux³⁷. Dans le district de Jalrez (Wardak), un responsable tribal a indiqué à HRW que la vérification des antécédents des candidats était minime, la plupart des recrues étant automatiquement validées par le NDS – les exceptions étant des hommes trop âgés ou en situation de handicap. Les membres de la *shura* locale ont reçu des documents à signer, sans vraiment peser sur leur contenu. En l'occurrence, cela tenait à l'influence du commandant de l'ALP, qui a imposé les hommes de sa milice³⁸. Il est du reste arrivé que les forces spéciales américaines composent l'ALP sans consulter le NDS ou les instances tribales, ce qui a nui à la crédibilité du processus³⁹.

Certains commandants de l'ALP semblent avoir recouru au **recrutement forcé (y compris d'enfants)** pour garnir leurs rangs, quoique Nangarhar ne soit pas citée parmi les exemples donnés par l'UNAMA⁴⁰.

Les recrues signaient un **contrat d'un an renouvelable** et, en 2011, touchaient un salaire équivalent à 60 % du traitement de base des policiers nationaux⁴¹. En valeur absolue, en 2014, leur solde mensuelle s'élevait à **6 000 afghanis** (77 euros environ, au cours de 2014), 3 700 afghanis (31 euros environ) s'y ajoutant pour couvrir les frais de logement et de nourriture⁴².

La formation des agents de l'ALP durait **21 jours, ou un mois** selon certaines sources. D'abord dispensée par des militaires américains, elle a ensuite été confiée aux forces afghanes. Elle consistait essentiellement en l'apprentissage de techniques de fouille, de tenue d'un point de contrôle (*checkpoint*), de détention et de détection d'engins explosifs improvisés (*IEDs*) ou de stupéfiants. L'entraînement incluait aussi le maniement d'armes légères, des gestes médicaux et des exercices de combat ainsi que des modules portant « sur des sujets spécifiques à la culture afghane » : Constitution du pays, droits de l'homme⁴³ et recours à la force, enseignement moral, etc⁴⁴.

3.4. L'ALP, « l'ennemi numéro-un des talibans »

Pour les talibans, l'ALP représentait un danger de premier plan, du fait de la connaissance du terrain et de l'enracinement local de ses agents. Autrement dit, les policiers locaux (et les membres des groupes de soulèvement populaire, voir *infra*, 5.) étaient aussi proches de la population locale que les talibans eux-mêmes : chacun connaissait son adversaire, ou du moins sa famille ou ses réseaux de sociabilité. Les agents de l'ALP savaient où se trouvaient les repaires talibans et étaient familiers des endroits où ils tendaient régulièrement des embuscades, voire de leurs voies de ravitaillement ou d'évacuation. AAN indique même que certains membres de l'ALP étaient, auparavant, combattants talibans. Au reste, contrairement aux autres forces de sécurité qui se repliaient souvent lorsqu'elles étaient attaquées, l'ALP défendait son terrain. Pour eux comme pour les talibans, l'enjeu était « vital »⁴⁵.

Voilà pourquoi, selon AAN, « **les talibans haïssent les *arbakis*** » ainsi que les groupes de soulèvement populaire, tous accusés d'être des « bâtards » de la coalition internationale. Plus encore, **ils semblent avoir davantage ciblé l'ALP (et les communautés qui les soutenaient) que les autres forces de sécurité afghanes** ou étrangères, précisément du fait de la menace que celle-ci représentait à leurs yeux. En effet, à partir de 2012, comme l'ALP gagnait en ampleur, les talibans ont mis l'accent sur l'élimination de ses agents. Dans une communication interceptée par les services de renseignement, un commandant insurgé aurait déclaré : « Si vous pouvez tuer un commandant de l'ALP, un policier

³⁶ UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 32

³⁷ UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 34

³⁸ HRW, 12/09/2011, [url](#)

³⁹ UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 41

⁴⁰ UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 34

⁴¹ HRW, 12/09/2011, [url](#)

⁴² Pajhwok Afghan News, 11/02/2014, [url](#)

⁴³ Le programme de formation semble avoir été remanié en 2013, avec 14 h désormais consacrées aux droits de l'homme. UNAMA & OHCHR, 02/2014, [url](#), p. 55

⁴⁴ HRW, 12/09/2011, [url](#) ; UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 33 ; UNAMA & OHCHR, 02/2015, [url](#) ; FELBAB-BROWN V., 09/05/2012, [url](#) ; Pajhwok Afghan News, 11/02/2014, [url](#)

⁴⁵ AAN, 07/2020, [url](#), p. 48-50

local afghan à la tête des hommes de sa tribu dans son village (...), cela vaut 10 soldats de la coalition. » AAN a observé que **les talibans ont eu tendance à exécuter les membres de l'ALP, alors qu'ils épargnaient souvent leurs prisonniers issus de l'ANP ou de l'ANA**⁴⁶. Le centre de recherches écrit encore : « Tandis que les talibans cherchaient fréquemment à pousser les membres des forces de sécurité à la retraite et à la reddition, **les attaques contre les unités de l'ALP étaient plus violentes. Elles incluaient non seulement des raids directs sur des postes de l'ALP, mais aussi une série d'attaques commises de l'intérieur [insider attacks] et une campagne de menaces et d'intimidations**⁴⁷ ». Un analyste cité par AAN y voit « la détermination [des talibans] à défier une force conçue pour les empêcher d'accéder physiquement à la majeure partie du territoire rural ». Il indique ainsi qu'entre 2012 et 2017, le nombre d'agents de l'ALP abattus après avoir été enlevés n'a cessé d'augmenter. **Quoique dotée de cinq à six fois moins d'hommes que l'ANP, l'ALP a, relativement à sa taille, subi de bien plus lourdes pertes**⁴⁸.

Il semble cependant qu'à partir de 2014, comprenant qu'il leur serait impossible d'éradiquer l'ALP, les talibans se soient montrés pragmatiques en optant pour une forme de « désescalade », voire de cooptation ou de coopération. AAN indique que cette « contre-contre-insurrection » s'est révélée plus efficace dans les zones où l'ALP et les autres forces communautaires manquaient d'appui local, soit qu'elles aient été recrutées auprès d'une seule faction ou d'un seul sous-groupe de la communauté, soit que leur comportement brutal leur ait valu l'hostilité de la population⁴⁹.

Même lorsque l'ALP a paru améliorer la situation sécuritaire, cela a pu n'être qu'assez superficiel : **il est arrivé que l'ALP et les talibans s'entendent pour diminuer la fréquence de leurs attaques** (à Logar, en 2010, par exemple). D'autres communautés ont acheté leur tranquillité en versant de l'argent – notamment issu de la solde versée aux agents de l'ALP – aux talibans. De tels accords étaient cependant fragiles et pouvaient être rompus à tout moment⁵⁰. En outre, dans les régions où les talibans savaient que l'ALP bénéficiait du soutien des forces spéciales américaines, ils veillaient à ne pas trop provoquer la police locale – comme à Baghlan⁵¹.

Vanda Felbab-Brown souligne un **effet pervers** induit par la présence de l'ALP : en concentrant les attaques talibanes sur la communauté qui l'accueillait, elle aggravait ainsi l'insécurité et s'attirait le mécontentement de la population locale⁵². Sur ce point, AAN note que « la violence [a fonctionné] dans les deux sens, l'ALP, les groupes de soulèvement populaire et les talibans commettant tous des atrocités⁵³, tuant des civils et ciblant des (...) membres de la famille des ennemis ou des individus connus ou supposés soutenir la cause adverse »⁵⁴.

3.5. Une force peu encadrée

En 2017, AAN a publié une synthèse de la littérature académique consacrée aux forces de sécurité communautaires/locales en Afghanistan. S'agissant de l'ampleur des exactions de l'ALP, le centre de recherches cite différentes études américaines. L'une, de 2013, estime que ces violences ont été exagérées ou attribuées à tort à l'ALP. En effet, les policiers locaux auraient été enclins à modérer leur comportement du fait de leur affectation au sein même de leur communauté d'origine, qu'ils étaient censés protéger. En revanche, une autre étude évalue à 20 % la part de membres de l'ALP impliqués dans des violences physiques, sans compter les (plus rares) cas d'extorsions de fonds, d'agressions sexuelles et de trafic de drogue. AAN rappelle qu'en tout état de cause, les autres forces de sécurité

⁴⁶ L'*International Crisis Group* (ICG) donne ainsi l'exemple de plusieurs membres des forces de sécurité capturés en même temps par les talibans à Nangarhar : tous ont été libérés, à l'exception du membre de l'ALP, qui a été mis à mort « empalé sur un bâton, comme un kebab ». ICG, 04/06/2015, [url](#), p. 9

⁴⁷ À Paktya, indique l'UNAMA, des éléments hostiles au gouvernement (non précisés) ont distribué des lettres appelant la population à ne pas soutenir l'ALP, sous peine de représailles. Ailleurs, des messages électroniques dénonçaient l'ALP comme aux ordres des « envahisseurs ». UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 44

⁴⁸ AAN, 07/2020, [url](#), p. 48-50

⁴⁹ AAN, 07/2020, [url](#), p. 48-50

⁵⁰ FELBAB-BROWN V., 09/05/2012, [url](#)

⁵¹ FELBAB-BROWN V., 09/05/2012, [url](#)

⁵² FELBAB-BROWN V., 09/05/2012, [url](#)

⁵³ À Andar (Ghazni), au cours de l'année 2012, six mollahs ont été tués pour avoir enfreint l'interdiction faite par les deux camps d'accorder des funérailles conformes au rite islamique à leurs adversaires tués au combat.

⁵⁴ AAN, 07/2020, [url](#), p. 48-50

afghanes ne se montraient pas plus vertueuses, mais que les données manquent pour véritablement comparer la violence de l'ALP et de l'ANP, par exemple⁵⁵.

3.5.1. Des mécanismes de supervision peu efficaces

Selon Vanda Felbab-Brown, « la plus grande faiblesse de l'ALP et de nombreux programmes qui l'ont précédée » était l'absence de système permettant de désarmer une unité qui se livrait à des actes de prédation envers sa communauté ou une tribu rivale. Elle estime que les rares fois où de tels comportements ont pu être sanctionnés (à Baghlan), les unités de l'ALP se sont mieux tenues. Elle concède que, relativement aux autres initiatives similaires, l'ALP était « de loin » dotée des meilleurs mécanismes de supervision, mais que ceux-ci sont restés clairement insuffisants.⁵⁶

Dans la mesure où l'ALP opérait, par définition, dans des zones où l'État et ses forces de sécurité étaient peu implantés, elle agissait généralement sans véritablement de contrôle. La formation étant très courte, c'étaient les qualités personnelles du commandant qui déterminaient le niveau d'efficacité et de discipline de l'ALP. La plupart du temps, ces commandants agissaient de façon quasi autonome, avec une implication très limitée de l'ANP, en dépit de certaines tentatives régionales (Kunduz) pour affermir le contrôle de cette dernière sur l'ALP⁵⁷. Au demeurant, le rôle de supervision confié à l'ANP a suscité l'inquiétude, compte tenu de la piètre réputation de la police nationale en matière de rapports avec les civils, de discipline, de professionnalisme, ou encore de corruption⁵⁸.

En 2012, l'UNAMA a noté que la chaîne de commandement et la structure des unités de l'ALP variaient d'un endroit à l'autre, ce qui compliquait encore le suivi de leurs activités et le contrôle de leur action⁵⁹.

Concrètement, explique le think-tank *International Crisis Group* (ICG), la capacité de la direction de l'ALP à enquêter sur les exactions supposées a encore diminué avec la réduction du nombre de troupes américaines, au milieu des années 2010. Elle ne pouvait alors que contacter les autorités du district où les médias avaient rapporté des incidents. Beaucoup de journalistes n'ont d'ailleurs pas forcément osé couvrir de telles exactions, par peur de menaces ou par loyauté aux forces de sécurité afghanes⁶⁰.

De manière générale, entre 2011 et 2014, la plupart des interlocuteurs de l'UNAMA ont soutenu que l'ALP était parvenue à tenir les insurgés à distance, mais des doutes subsistaient sur son efficacité à long terme. Du reste, les témoignages étaient plus mitigés quant aux effets de la présence de l'ALP sur la sécurité des civils, du fait de l'impunité dont bénéficiaient les policiers locaux⁶¹.

À plusieurs reprises, l'UNAMA et l'OHCHR ont déploré le manque d'efficacité des mécanismes censés contraindre l'ALP à rendre des comptes sur son action⁶². Ainsi, entre janvier et juin 2012, les deux instances ont « continué de recevoir des informations selon lesquelles l'ALP [opérait] de façon relativement indépendante du ministère de l'Intérieur et [commettait] en toute impunité des exactions »⁶³. Le département responsable de la supervision de l'ALP et des enquêtes était, selon l'UNAMA, lourdement limité par son manque d'implantation au niveau provincial et sa dépendance à l'égard du ministère de l'Intérieur et de l'ANP⁶⁴. Le premier aurait montré une certaine « tolérance à l'égard des violations des droits de l'homme » de l'ALP⁶⁵. De plus, les mécanismes de supervision ne prévoyaient pas de procédure formelle d'enquête sur les accusations d'exactions portées contre des agents de l'ALP, ni de sanction disciplinaire voire de renvoi lorsque ces accusations étaient fondées. Selon l'UNAMA, une plainte n'était sérieusement prise en compte que si elle était déposée contre un

⁵⁵ CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p. 20-21

⁵⁶ FELBAB-BROWN V., 09/05/2012, [url](#)

⁵⁷ UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 34

⁵⁸ UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 41

⁵⁹ UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 32

⁶⁰ ICG, 04/06/2015, [url](#), p. 10-11

⁶¹ UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 32 ; UNAMA & OHCHR, 02/2013, [url](#), p. 42 ; UNAMA & OHCHR, 02/2014, [url](#), p. 50 ; UNAMA & OHCHR, 02/2015, [url](#), p. 80

⁶² Un exemple: En mars 2016, une personne arrêtée par l'ALP portait des marques de mauvais traitements et/ou de torture lorsqu'elle a été confiée au NDS : un an plus tard, l'affaire semblait encore au stade de l'enquête. Voir : UNAMA & OHCHR, 04/2017, [url](#), p. 37.

⁶³ UNAMA & OHCHR, 01/2013, [url](#), p. 62

⁶⁴ UNAMA & OHCHR, 02/2014, [url](#), p. 54

⁶⁵ UNAMA & OHCHR, 07/2016, [url](#), p. 92

agent particulier de l'ALP. Certains cas de meurtres ou de viols ont donné lieu à des procédures pénales, mais sont rarement allés jusqu'à une condamnation⁶⁶.

Pour autant, au fil des années, l'UNAMA a observé les progrès accomplis par ces instances formelles, avec une « véritable volonté » de les faire fonctionner⁶⁷. Au mois de janvier 2015, 65 agents de l'ALP avaient été emprisonnés ou condamnés pour avoir commis des exactions⁶⁸.

3.5.2. L'impunité de certains commandants

Le manque d'entrain de l'ANP à punir les entorses aux droits de l'homme commises par des membres de l'ALP a pu donner l'impression que certaines unités bénéficiaient de protecteurs haut placés⁶⁹. ICG a lui aussi constaté « l'absence de mécanismes efficaces pour enregistrer les plaintes et y répondre », du fait, en partie, d'**intimidations des plaignants par des hommes influents liés à l'ALP**⁷⁰.

À cet égard, il faut rappeler que le programme ALP a été étendu aussi rapidement que possible, dans un contexte de résurgence talibane. Des personnalités politiques ont alors insisté pour que la police locale soit implantée dans leurs régions respectives. **Ces politiciens pouvaient simplement vouloir créer des opportunités d'emploi pour leurs administrés ou, de façon plus problématique, souhaiter donner un label officiel à leurs milices illégales**⁷¹.

Autrement dit, la situation militaire et les pressions politiques ont contribué à ce que certains garde-fous soient ignorés. AAN indique ainsi que si le déploiement des unités de l'ALP était théoriquement conditionné à l'accord de la communauté locale, celles-ci étaient en fait « établies sans consulter les populations locales ou en dépit, précisément, de leur opposition ». Par conséquent, « de nombreuses unités de l'ALP (...) se sont montrées si partisans, excessives et criminelles qu'elles ont suscité le mécontentement de la population et, en fin de compte, aidé les talibans »⁷². **L'ALP devenait alors elle-même un facteur d'insécurité**⁷³.

Selon l'UNAMA, en 2013, Nangarhar était l'une des trois provinces les plus concernées par ces unités de l'ALP difficiles à superviser, du fait de la puissance de leurs commandants et/ou de leurs protecteurs. En février 2013, le ministère de l'Intérieur a ainsi nommé un commandant de l'ALP dans un district (non précisé) de la province, en dépit des protestations de membres de la société civile, qui accusaient ce commandant d'être un criminel protégé par le gouverneur de Nangarhar. De fait, l'UNAMA a ensuite recensé de nombreuses exactions lui ayant été imputées : meurtres, mariages forcés, occupation illégale de terres, etc. Sous pression, le ministère de l'Intérieur a consenti à ouvrir une enquête mais a ensuite maintenu le commandant à son poste, celui-ci s'engageant simplement à s'abstenir de tout acte criminel⁷⁴.

Au cours du premier semestre 2016, près de 2 000 membres de l'ALP ont été radiés du fait de leurs liens avec des personnalités localement influentes (*strongmen*) et de leur comportement « problématique ». L'UNAMA a vu dans ce volontarisme l'une des raisons contribuant à la diminution des victimes civiles de l'ALP dans la première moitié de 2016⁷⁵.

4. L'ALP à Nangarhar, et à Hesarak en particulier

4.1. Remarques générales

Nangarhar semble avoir été un terrain d'expérimentation de différents types de forces locales, finalement absorbées par l'ALP ou démantelées : l'Initiative de défense locale (*Local Defense Initiative*, LDI), avec une trentaine d'hommes dans certains villages du district Achin, ou encore les Réponses

⁶⁶ ICG, 04/06/2015, [url](#), p. 10

⁶⁷ CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p.23

⁶⁸ ICG, 04/06/2015, [url](#), p. 10-11

⁶⁹ UNAMA & OHCHR, 02/2012, [url](#), p. 35-36

⁷⁰ ICG, 04/06/2015, [url](#), p. 10

⁷¹ Nangarhar n'est pas explicitement citée par AAN parmi les provinces victimes de ces travers, au contraire de Kunduz, Baghlan Wardak ou Helmand. Voir : CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p. 15

⁷² CLARK K., 08/2020, [url](#), p. 12, 17

⁷³ HRW, 12/09/2011, [url](#)

⁷⁴ UNAMA & OHCHR, 02/2014, [url](#), p. 53

⁷⁵ UNAMA & OHCHR, 07/2016, [url](#), p. 92

sécuritaires fondées sur la communauté (*Community-Based Security Solutions*, CBSS), actives entre 2011-2012⁷⁶.

Entre 2012 et 2015, dans les rapports annuels de l'UNAMA sur les violences commises envers les civils afghans par les différentes parties au conflit, Nangarhar n'a été citée qu'une fois parmi les provinces particulièrement concernées par des violences de l'ALP. **En 2013, en effet, six incidents ont été recensés à Nangarhar, au premier chef dans le district de Khogyani.** Cette année-là, de façon générale, la plupart des victimes de l'ALP sont survenues lors de contre-attaques lancées après que des postes de contrôle eurent été pris pour cibles par l'insurrection, mais d'autres civils sont morts pendant des assauts initiés par l'ALP⁷⁷.

En 2017, Nangarhar était la province où opérait le plus grand nombre d'unités de l'ALP : entre 15 et 20. Chacune semblait compter moins de 100 combattants en moyenne : un modèle très différent d'autres provinces avec moins de dix unités au total, mais fortes de 3 à 400 hommes chacune⁷⁸.

Selon une étude menée par AAN en certains endroits de Nangarhar en 2020, alors que l'ALP était sur le point d'être dissoute, son successeur, l'ANA-TF, bénéficiait d'un vif soutien de la population locale, meurtrie tant par la franchise locale de l'État islamique que par les talibans. **Les responsables traditionnels interrogés à Nangarhar se disaient très largement enthousiastes à l'égard des forces de défense locales,** et saluaient le fait que les agents de l'ANA-TF seraient mieux payés que ceux de l'ALP ou des groupes de soulèvement populaire⁷⁹.

4.2. Focus : le traitement par l'ALP de ses détenus à Nangarhar (2013-2016)

Sur les compétences (floues) de l'ALP en matière de détention, voir *supra*, 3.2. : Mandat et missions.

Entre 2009 et 2021, tous les deux ans environ, l'UNAMA et l'OHCHR ont publié un rapport faisant le point sur la situation des personnes détenues par les différentes forces de sécurité afghanes, et tâchant d'évaluer l'ampleur des mauvais traitements, voire des actes de torture, qui leur étaient infligés.

Ainsi, dès 2011, les deux instances se sont particulièrement inquiétées de **l'opacité entourant le traitement des détenus de l'ALP dans les zones les plus reculées**, où la police locale opérait sans supervision de l'ANP⁸⁰.

Nangarhar n'a pas été systématiquement citée parmi les provinces les plus concernées par les violences de l'ALP envers des détenus. Elle l'a toutefois été dans l'édition du rapport couvrant la période février 2013-décembre 2014. **Nangarhar était alors l'une des provinces où l'ALP avait outrepassé son mandat et détenu des individus** (pour une durée moyenne d'un jour)⁸¹.

En 2013-2014, parmi les personnes affirmant avoir été victimes de sévices ou de tortures de la part de l'ALP, aucune ne semblait originaire de Nangarhar⁸². En revanche, **dans le rapport suivant (portant sur la période janvier 2015-décembre 2016), 7 des 22 témoignages de personnes violemment battues (à coups de crosses de fusil, de bâtons ou de câbles) voire menacées d'exécution extrajudiciaire pendant leur détention par l'ALP émanaient de Nangarhar, la province la plus représentée.** Selon certaines victimes, ces violences auraient eu pour but de leur arracher des aveux. L'UNAMA et l'OHCHR ajoutent que certains faits de violence allégués peuvent « équivaloir à des actes de torture », quoiqu'ils ne précisent pas dans quelle province ceux-ci ont été commis. Les techniques auxquelles l'ALP avait recours incluaient des coups portés sur la plante des pieds, l'adoption forcée de positions intenable pour le corps et, dans un cas, l'obligation de rester à califourchon sur un mur avec de lourds poids attachés aux pieds⁸³.

⁷⁶ CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p. 36-37

⁷⁷ UNAMA & OHCHR, 02/2014, [url](#), p. 50

⁷⁸ AAN, 07/2020, [url](#), p. 37

⁷⁹ AAN, 07/2020, [url](#), p. 66

⁸⁰ UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 43

⁸¹ UNAMA & OHCHR, 02/2015, [url](#), p. 64. Ailleurs dans le pays, par exemple à Kunduz, le rapport fait état de « prisons illégales » tenues par des commandants de l'ALP. Voir p. 65.

⁸² UNAMA & OHCHR, 02/2015, [url](#), p. 64

⁸³ UNAMA & OHCHR, 04/2017, [url](#), p. 37

4.3. L'ALP à Hesarak

4.3.1. Un déploiement différé et poussif

Les noms de différents commandants de l'ALP à Hesarak sont indiqués dans la partie suivante.

En août 2012, alors que Hesarak était en proie à une intense activité talibane [voir *supra*, 1.], les autorités afghanes ont annoncé le déploiement « prochain » d'une force de 1 500 policiers locaux⁸⁴. Le mois suivant, cependant, l'ALP n'était pas active à Hesarak⁸⁵.

Selon *Pajhwok*, en janvier 2013, le ministère de l'Intérieur a approuvé le déploiement de l'ALP dans 14 districts de Nangarhar, dont Hesarak, afin d'assurer la sécurité le long de la frontière pakistanaise et d'empêcher la province de sombrer dans le chaos lors du retrait du terrain des troupes de la coalition internationale, en 2014⁸⁶.

Des sources talibanes suggèrent que, même en l'absence de l'ALP, dès cette période, d'autres forces locales, parfois désignées sous le terme générique d'*arbaki*, opéraient à Hesarak [voir aussi *infra*, 5.2.]. Ainsi, en janvier puis avril 2013, les talibans ont annoncé avoir tué plusieurs « policiers locaux » lors d'une série d'attaques dans les zones de Lankarkhel, Bostan, Mohammad Kala, Khanjar et Qarargah⁸⁷. En juillet 2013, ils se sont félicités d'avoir repoussé une offensive de la « police locale » dans les zones de Khanjar et Nawar⁸⁸. Enfin, en septembre 2013, sur leur site *Voice of Jihad*, les talibans ont annoncé le ralliement de trois fils d'un commandant *arbaki* de Hesarak, grâce aux efforts de la commission du mouvement responsable de la promotion et du recrutement⁸⁹.

En août 2013, les talibans ont abattu le fils d'un dénommé Sohail, un commandant milicien de Hesarak à l'affiliation incertaine. Le gouverneur du district a ainsi précisé que **Sohail n'était pas « complètement, officiellement enregistré » auprès de l'ALP mais qu'il contrôlait déjà « certains points de contrôle »**⁹⁰. Cet exemple démontre la porosité et la délimitation approximative de la frontière entre simple milice locale et police locale formelle.

L'ALP n'était toujours pas opérationnelle à Hesarak en février 2014. Ce mois-là, en effet, le gouverneur de Nangarhar a de nouveau annoncé le déploiement de la police locale dans six districts supplémentaires de la province, tous « infestés » d'insurgés, dont Hesarak, afin de permettre aux élections présidentielles d'avoir lieu dans ces zones troublées⁹¹. **En mai 2014, néanmoins, un attentat à Hesarak a fait plusieurs victimes dans les rangs de l'ALP, ce qui suggère que celle-ci y était alors bien implantée**⁹².

En août 2014, le gouverneur de Hesarak, Abdul Khaliq Maroof, incitait les commandants de la police à ne **faire preuve d'aucune indulgence à l'égard des talibans** : « Je dis aux commandants que, quel que soit l'endroit où ils débusquent des talibans, ils ne doivent pas les ramener vivants. » Au demeurant, une telle politique d'extrême fermeté était prônée par de hauts responsables provinciaux de l'appareil sécuritaire, à Baghlan et Kandahar par exemple⁹³.

Incidentement, **en 2020, l'ALP semblait encore présente à Hesarak**, où les talibans la prenaient toujours pour cible⁹⁴.

4.3.2. Affrontements entre l'ALP et les talibans

Le **21 mai 2014**, les talibans ont revendiqué une attaque-suicide contre les bureaux de l'administration de Hesarak. Celle-ci a blessé le gouverneur du district ainsi qu'entre six et neuf membres de l'ALP. Deux morts ont par ailleurs été recensés dans les rangs de la police locale, dont un commandant, **Zar Wali**. Selon l'agence de presse basée au Pakistan *Afghan Islamic Press*, citée par la BBC, l'auteur de

⁸⁴ Pajhwok Afghan News, 03/08/2012, [url](#)

⁸⁵ The Killid Group (TKG), 03/09/2012, [url](#)

⁸⁶ Pajhwok Afghan News, 27/01/2013, [url](#)

⁸⁷ BBC, 29/01/2013, [url](#) [BDD, accès par abonnement] ; Pajhwok Afghan News, 28/04/2013, [url](#)

⁸⁸ BBC, 24/07/2013, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁸⁹ BBC, 05/09/2013, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁹⁰ BBC, 25/08/2013, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁹¹ Pajhwok Afghan News, 11/02/2014, [url](#)

⁹² Bakhtar News Agency, 21/05/2014, [url](#) ; BBC, 21/05/2014, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁹³ TOLONews, 13/08/2014, [url](#)

⁹⁴ Pajhwok Afghan News, 01/06/2020, [url](#)

l'attentat était un agent de l'ALP – ou, d'après le média afghan *Bakhtar*, un combattant taliban déguisé en policier⁹⁵.

En **juillet 2014**, les talibans ont indiqué s'être emparés de plusieurs postes de sécurité, certains vraisemblablement tenus par l'ALP, dont plusieurs agents auraient été tués. Le lendemain, les autorités ont au contraire assuré avoir tué des dizaines d'insurgés et repris le contrôle du terrain cédé⁹⁶.

En **avril 2015**, **Nader**, commandant de quatre points de contrôle de l'ALP, a été tué dans l'explosion d'une mine⁹⁷.

En **juin 2015**, les talibans ont mis la main sur un poste de l'ALP puis l'ont incendié. L'attaque a fait huit mort et quinze blessés (dont le commandant **Ali Shah**) parmi les agents de l'ALP⁹⁸.

Le **30 novembre 2015**, les talibans ont affirmé avoir repoussé une nouvelle attaque d'*arbakis* dans le village de Charch Tuto, à Hesarak⁹⁹.

En **janvier 2016**, les talibans ont tué et blessé plusieurs *arbakis* lors d'une série d'attaques lancée sur le siège de l'administration de Hesarak et contre différents postes de sécurité dans les zones de Chahalgazi et Siyab¹⁰⁰.

En **juin 2016**, les forces de sécurité afghanes ont résisté à une série de raids talibans, au moins neuf agents de l'ALP étant blessés. Les pertes talibanes auraient atteint 25 hommes, membres d'un groupe dit « Abasin ». Selon une source de la BBC, le commandant de l'ALP à Hesarak, **Sohail**, a été tué dans ces attaques¹⁰¹.

Le **12 septembre 2016**, dans la zone de Sargadan, une attaque à l'explosif revendiquée par les talibans a tué une vingtaine de membres de la police nationale et locale, dont le chef de la police à Nangarhar et un commandant de l'ALP à Hesarak, **Mumir Himat**¹⁰².

5. Les groupes de soulèvement populaire (*Uprising Groups/Forces*)

5.1. Présentation générale

Dès 2010, à Achin (Nangarhar), une action spontanée de la tribu Sepoy (Sepai) contre les talibans a reçu le soutien (financier) enthousiaste de l'armée américaine, qui a intégré la milice dans la police locale qui était alors expérimentée, la *Community Defense Initiative*. Toutefois, cette milice n'a pas tardé à se retourner contre une tribu rivale, à qui l'opposait un conflit foncier. Deux ans plus tard, cette explosion de violence n'avait été endiguée que par un cessez-le-feu¹⁰³. Cet exemple permet de **nuancer le caractère spontané des soulèvements communautaires**, souvent mis en exergue par les autorités afghanes : si ce mouvement a bien procédé d'un véritable mécontentement (lié à la fermeture d'écoles par les talibans), il a ensuite été rapidement capté et récupéré par différentes personnalités locales¹⁰⁴.

La **première occurrence des groupes de soulèvement populaire (*Popular Uprising Groups ; wulusi patsunin en pachto ; khezesh-e mardomi en dari*) sous ce nom date de 2012**, lorsqu'un groupe de talibans d'Andar (Ghazni) s'est rebellé contre le mouvement. **Depuis, l'expression *uprising group* a servi à désigner des forces locales de contre-insurrection soutenues par le NDS**. AAN souligne que « **ce programme est beaucoup moins transparent que l'ALP** ». **C'est à partir de 2015 que le recours à ces groupes est devenu plus fréquent, sans prendre la forme d'un programme national systématisé comme l'ALP**. Peu d'informations publiques sont disponibles à leur sujet, qu'il s'agisse de leurs effectifs (entre 22 et 500 hommes par groupe, selon AAN¹⁰⁵), du budget alloué, de l'armement, de la formation, de leurs lieux de déploiement ou de la manière dont leurs commandants et leurs lieux d'opérations sont choisis. De plus, il n'existe pas de mécanisme formel les contraignant à

⁹⁵ Bakhtar News Agency, 21/05/2014, [url](#) ; BBC, 21/05/2014, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁹⁶ BBC, 29/07/2014, [url](#) [BDD, accès par abonnement] ; Pajhwok Afghan News, 30/07/2014, [url](#)

⁹⁷ BBC, 03/04/2015, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁹⁸ BBC, 11/06/2015, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

⁹⁹ BBC, 01/12/2015, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

¹⁰⁰ BBC, 25/01/2016, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

¹⁰¹ BBC, 30/06/2016, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

¹⁰² The News International, 12/09/2016, [url](#) [BDD, accès par abonnement]

¹⁰³ FELBAB-BROWN V., 09/05/2012, [url](#)

¹⁰⁴ HABIB E., 02/04/2013, [url](#) ; CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p. 37

¹⁰⁵ CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p. 37

rendre des comptes sur leur action, l'UNAMA rappelant qu'« **au regard de la législation afghane, [ces groupes] n'ont aucune base légale** ». L'agence centrale du renseignement américain (*Central Intelligence Agency*, CIA) étant le principal soutien du NDS, il est permis de penser que certains des fonds américains versés aux services de renseignement afghans ont été fléchés vers les groupes de soulèvement populaire, quoiqu'on ignore dans quelle proportion¹⁰⁶.

L'ambition des groupes de soulèvement populaire – qui devaient être absorbés par l'ALP après quelques mois – était « d'occuper l'espace » dans les endroits trop reculés pour les forces de sécurité régulières ou même pour l'ALP. S'ils ne s'inscrivaient dans aucun cadre légal, les groupes impliquaient plusieurs administrations afghanes : le NDS demandait à des responsables communautaires de désigner des combattants, dont il examinait ensuite la candidature, la Direction indépendante pour la gouvernance locale leur accordait des fonds, et le ministère de l'Intérieur leur fournissait des armes¹⁰⁷. Ces groupes étaient sous le commandement opérationnel du NDS et de l'ANP¹⁰⁸.

En certains endroits, ajoute AAN, les groupes de soulèvement populaire ont semblé plus actifs et plus présents que l'ALP. Ce constat vaut particulièrement pour Nangarhar, à partir de la mi-2017, dans le cadre de la lutte contre la franchise de l'État islamique active en Afghanistan. À l'été 2019, des groupes de soulèvement populaire opéraient dans dix districts de Nangarhar, où ils étaient beaucoup plus visibles que l'ALP, théoriquement présente dans 19 districts de la province¹⁰⁹.

5.2. Les soulèvements ant-talibans à Hesarak

Le **23 août 2012**, une tentative talibane d'attaque contre le siège de l'administration du district a précipité un soulèvement, présenté comme spontané, qui a permis de chasser les insurgés de six villages de Hesarak. Le gouverneur du district s'est cependant inquiété de se trouver prochainement à court de munitions, en l'absence de ravitaillement de l'ANA, qui attendait l'autorisation du ministère de la Défense. Des responsables coutumiers ont également déploré le manque de soutien apporté par le gouvernement à ces groupes armés¹¹⁰. Le **29 août**, ce groupe de soulèvement populaire a de nouveau repoussé les talibans de la zone de Mohammad Qala, les insurgés prenant la fuite à l'arrivée de la police¹¹¹.

Toutefois, en **septembre 2012**, les autorités de Hesarak ont nié tout soulèvement spontané et évoqué une alliance passée avec les différentes tribus locales mécontentes de la présence talibane. Celles-ci se seraient engagées à ne plus accueillir d'insurgés, sous peine de châtiments (destruction de leurs maisons ou amende, sous forme d'argent ou de tête de bétail). **Signe de la confusion des unités actives à Hesarak** : le porte-parole des talibans a indiqué que le groupe de soulèvement populaire était en fait la police locale qui, selon les autorités afghanes, n'était alors pas présente dans le district¹¹².

En **juillet 2013**, le gouverneur de Hesarak a expliqué à *Pajhwok* qu'en l'absence de soutien des autorités centrales, il avait « protégé le district par [ses] propres moyens au cours des sept mois précédents », mais qu'il avait désormais épuisé ses ressources. Il a ajouté que le district comptait alors quelque 48 agents de police, pour la plupart membres de sa famille. Les armes leur étaient fournies par leurs proches et des habitants de la région¹¹³.

En **février 2014**, près de 400 habitants de huit villages de Hesarak se sont à nouveau soulevés contre les talibans. Le 201^e Corps de l'ANA a ensuite lancé une opération contre les insurgés¹¹⁴.

En **avril 2014**, le média d'actualités afghan *Khaama* a annoncé une nouvelle mobilisation populaire appuyé par la police régulière à Hesarak, des combats éclatant contre les talibans en divers endroits du district (villages de Mamand Kala, Nasir Kheil, Mardan ou encore Gala Kheil)¹¹⁵. Ce même mois,

¹⁰⁶ AAN, 07/2020, [url](#), p. 39-40

¹⁰⁷ CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p. 37 En certains endroits (Baghlan, Uruzgan), les armes auraient été distribuées par les forces américaines. UNAMA & OHCHR, 03/2011, [url](#), p. 42

¹⁰⁸ CLARK K. & GASTON E., 01/2017, [url](#), p. 35

¹⁰⁹ AAN, 07/2020, [url](#), p. 39-40

¹¹⁰ Pajhwok Afghan News, 24/08/12, [url](#) ; BBC, 24/08/2012, [url](#) [BDD, accès par abonnement] ; TOLONews, 23/08/2012, [url](#)

¹¹¹ Pajhwok Afghan News, 29/08/2012, [url](#)

¹¹² The Killid Group (TKG), 03/09/2012, [url](#)

¹¹³ Pajhwok Afghan News, 12/07/2013, [url](#)

¹¹⁴ Pajhwok Afghan News, 26/02/2014, [url](#) ; TOLONews, 27/02/2014, [url](#)

¹¹⁵ Khaama Press, 15/04/2014, [url](#)

Pajhwok a évoqué la mort de quatre membres d'un groupe de soulèvement populaire au terme de violents affrontements contre les talibans¹¹⁶.

¹¹⁶ *Pajhwok Afghan News*, 16/04/2014, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en décembre 2021.

Organisations intergouvernementales

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Treatment of Conflict-Related Detainees: Implementation of Afghanistan's National Plan on the Elimination of Torture », 04/2017, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/treatment_of_conflict-related_detainees_24_april_2017.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Afghanistan : Midyear Report 2016 – Protection of Civilians in Armed Conflict », 07/2016, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection_of_civilians_in_armed_conflict_midyear_report_2016_final_rev.1-9sept.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Afghanistan – Annual Report 2015 : Protection of Civilians in Armed Conflict », 02/2016, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/poc_annual_report_2015_final_14_feb_2016.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Update on the Treatment of Conflict Related Detainees in Afghan Custody: Accountability and Implementation of Presidential Decree 129 », 02/2015, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_detention_report_2015_revised.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Afghanistan – Annual Report 2014 : Protection of Civilians in Armed Conflict », 02/2015, <https://unama.unmissions.org/sites/default/files/2014-annual-report-on-protection-of-civilians-final.pdf>

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Afghanistan – Annual Report 2013 : Protection of Civilians in Armed Conflict », 02/2014, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/feb_8_2014_poc-report_2013-full-report-eng.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Afghanistan – Annual Report 2012 : Protection of Civilians in Armed Conflict », 02/2013, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/2012_annual_report_eng_0.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody : One Year On », 01/2013, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/master_unama_detention_report_20_jan_2013_final.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Afghanistan – Annual Report 2011 : Protection of Civilians in Armed Conflict », 02/2012, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_poc_report_final_feb_2012.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) & Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Afghanistan – Annual Report 2010 : Protection of Civilians in Armed Conflict », 03/2011, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/engi_version_of_poc_annual_report_2011.pdf

Organisation non gouvernementale

Human Rights Watch (HRW), « “Just Don’t Call It a Militia” - Impunity, Militias, and the “Afghan Local Police” », 12/09/2011, <https://www.hrw.org/report/2011/09/12/just-dont-call-it-militia/impunity-militias-and-afghan-local-police>

Think tanks, universités et centres de recherches

CLARK Kate, « Afghanistan’s Newest Local Defence Force : Were “all the mistakes of the ALP” turned into ANA-TF safeguards? », Afghanistan Analysts Network (AAN), 08/2020, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2020/08/ANA-TF-special-paper-Clark-11082020-1.pdf>

Afghanistan Analysts Network (AAN), « Ghosts of the Past : Lessons from Local Force Mobilisation in Afghanistan and Prospects for the future », 07/2020, https://www.afghanistan-analysts.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2020/08/Ghosts_of_the_Past_Clark_01072020.pdf

CLARK Kate & GASTON Erica, « Backgrounder: Literature Review of Local, Community or Sub-State Forces in Afghanistan », Afghanistan Analysts Network (AAN) & Global Public Policy Institute (GPPi), 01/2017, https://www.afghanistan-analysts.org/wp-content/uploads/2017/07/Gaston_Clark_2017_Literature_Review_of_Local_Community_or_Sub-State_Forces_in_Afghanistan.pdf

FOSCHINI Fabrizio, « Classics of Conflict (2): Reviewing some of Afghanistan’s most notorious hotspots », Afghanistan Analysts Network (AAN), 09/07/2015, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/classics-of-conflict-2-reviewing-some-of-afghanistans-most-notorious-hotspots/>

International Crisis Group (ICG), « The Future of the Afghan Local Police », 04/06/2015, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/268-the-future-of-the-afghan-local-police.pdf>

FOSCHINI Fabrizio, « Footsloggers, Turncoats and Enforcers: The fight along the eastern border », Afghanistan Analysts Network (AAN), 18/08/2014, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/footsloggers-turncoats-and-enforcers-the-fight-along-the-eastern-border/>

JACKSON Ashley, « Politics and Governance in Afghanistan: the Case of Nangarhar Province », Secure Livelihoods Research Consortium, 06/2014, <https://securelivelihoods.org/wp-content/uploads/Politics-and-Governance-in-Afghanistan-the-Case-of-Nangarhar-Province.pdf>

HABIB Emal, « The Morphing of the Andar Uprising: Transition to Afghan Local Police », Afghanistan Analysts Network (AAN), 02/04/2013, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/the-morphing-of-the-andar-uprising-transition-to-afghan-local-police/>

FELBAB-BROWN Vanda, « Afghanistan Trip Report V: The Afghan Local Police: “It’s Local, So It Must Be Good” – Or Is It? », The Brookings Institution, 09/05/2012, <https://www.brookings.edu/opinions/afghanistan-trip-report-v-the-afghan-local-police-its-local-so-it-must-be-good-or-is-it/>

Médias

Pajhwok Afghan News, « ALP personnel among 19 killed in Hesarak clash », 01/06/2020, <https://old.pajhwok.com/2020/06/01/alp-personnel-among-19-killed-hesarak-clash/>

The News International, « Nangarhar police chief killed in bomb blast », 12/09/2016, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=87532408-0af7-4dc1-8852->

[3921887e4de0&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A5KP5-R061-JD09-33V7-00000-00&pdcontentcomponentid=423892&pdteaserkey=sr28&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr28&pid=3a0c91c1-1fc5-4d1e-8412-77f641363726](https://www.afghanistannews.net/news/246912401/taliban-seizes-more-territory-in-afghanistan#) [BDD, accès par abonnement]

AfghanistanNews.net [source : Voice of America], « Taliban Seizes More Territory in Afghanistan », 21/08/2016, <https://www.afghanistannews.net/news/246912401/taliban-seizes-more-territory-in-afghanistan#>

British Broadcasting Corporation (BBC), « Afghan Islamic Press : Ongoing clashes inflict casualties on Taliban, security forces in Afghan east », 30/06/2016, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=1e1c1b45-03a8-4fea-94ff-541944be17db&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A5K4B-M9R1-DYRV-31T3-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr23&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr23&pid=3a0c91c1-1fc5-4d1e-8412-77f641363726> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Voice of Jihad : Taleban report two soldiers, one mojahed killed in attack in Afghan east », 25/01/2016, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=02492b59-8538-43f8-b33f-336bd862c4a8&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A5HXV-CH81-DYRV-31CT-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr34&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr34&pid=b6ad485b-0fe3-4b45-a339-ff66af32858f> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Voice of Jihad : Taleban say four local policemen killed, three injured in clash in Afghan east », 01/12/2015, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=e219cd83-ff2b-416b-b103-e6626c23c956&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A5HH4-0FH1-DYRV-30MP-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr89&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr89&pid=2924b38d-9897-4f8e-96c9-23047539d187> [BDD, accès par abonnement]

Pajhwok Afghan News, « Taliban planned inroads into Kabul via Hesarak », 27/08/2015, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:D1qdr3cs-5EJ:https://pajhwok.com/2015/08/27/taliban-planned-inroads-kabul-hesarak/+&cd=4&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e>

British Broadcasting Corporation (BBC), « Voice of Jihad : Taleban say eight government militiamen killed in Afghan east », 11/06/2015, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=44b863c5-9440-490c-baae-c910831ddeb0&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A5G67-1N61-JC8S-C42C-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr48&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr48&pid=b6bae9e3-7b2a-4115-b041-37320d20517e> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Afghan Islamic Press : Police commander, Taleban commanders killed in incidents in Afghan east », 03/04/2015, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=a784f6ea-3dc3-4e51-83a4-de9fa235ff68&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A5FNH-W0F1-JC8S-C3SN-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr81&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr81&pid=2924b38d-9897-4f8e-96c9-23047539d187> [BDD, accès par abonnement]

TOLONews, « Baghlan Police Chief: No Mercy for Taliban », 13/08/2014, <https://tolonews.com/afghanistan/baghlan-police-chief-no-mercy-taliban>

TOLONews, « Taliban Attack Hesarak District in Nangarhar », 02/08/2014, <https://tolonews.com/afghanistan/taliban-attack-hesarak-district-nangarhar>

Pajhwok Afghan News, « NATO airstrike kills 50 rebels in Hesarak », 02/08/2014, <https://pajhwok.com/2014/08/02/nato-airstrike-kills-50-rebels-hesarak/>

Pajhwok Afghan News, « 40 rebels killed as Hesarak clash ends », 30/07/2014, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:MSkZmTEjaRkJ:https://pajhwok.com/2014/07/30/40-rebels-killed-hesarak-clash-ends/+&cd=16&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e>

British Broadcasting Corporation (BBC), « Voice of Jihad : Taleban say three posts captured, six soldiers killed in attack in Afghan east », 29/07/2014, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=e9a3ce70-d979-48a1-a807-76721ab76a60&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A5CSN-3D61-DYRV-3535-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr53&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr53&prid=d41ab3fa-c62d-46db-a444-72e008bb729e> [BDD, accès par abonnement]

Bakhtar News Agency, « Suicide Attack Kills Two Policemen In Nangarhar », 21/05/2014, <https://bakhtarnews.af/suicide-attack-kills-two-policemen-in-nangarhar/>

British Broadcasting Corporation (BBC), « Afghan Islamic Press : Taleban claim responsibility for suicide attack in eastern Afghan district », 21/05/2014, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=2e0b213e-0dd4-4a7d-9a9f-2a781a10c41e&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A5C7Y-3NP1-DYRV-307P-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr3&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr3&prid=fb5a587d-2e30-481a-8597-0543ecd9f9c6&cbc=0> [BDD, accès par abonnement]

Pajhwok Afghan News, « Hesarak clash leaves 18 dead: police », 16/04/2014, <https://pajhwok.com/2014/04/16/4-uprising-members-among-14-militants-killed/>

Khaama Press, « Afghan villagers rise up against Taliban in Nangarhar province », 15/04/2014, <https://www.khaama.com/afghan-villagers-rise-up-against-taliban-in-nangarhar-province-3583/>

Pajhwok Afghan News, « 57 rebels eliminated in Hesarak offensive », 26/02/2014, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:aj-8lwyf1xoj:https://pajhwok.com/2014/02/26/57-rebels-eliminated-hesarak-offensive/+&cd=24&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e>

TOLOnews, « Anti Taliban Uprising Launched in Nangarhar », 27/02/2014, <https://tolonews.com/afghanistan/anti-taliban-uprising-launched-nangarhar>

Pajhwok Afghan News, « ALP deployed to 6 more Nangarhar towns », 11/02/2014, https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:2Z_Za50EXWgJ:https://pajhwok.com/2014/02/11/alp-deployed-6-more-nangarhar-towns/+&cd=25&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e

British Broadcasting Corporation (BBC), « Voice of Jihad : Taleban say 10 government soldiers joined them in Afghan east », 05/09/2013, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=ad1d9cbf-81db-440d-b90b-7295052691c2&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A598W-TDR1-DYRV-31R0-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr4&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr4&prid=fb5a587d-2e30-481a-8597-0543ecd9f9c6> [BDD, accès par abonnement]

British Broadcasting Corporation (BBC), « Afghan Islamic Press : Taleban claim killing policemen in Afghan east », 25/08/2013, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=716849b5-b0d5-4cc3-94dd-30c55781db30&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A596J-Y9T1-JC8S-C384-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr52&pditab=allpods&ecomp=xbxnk&earg=sr52&prid=d41ab3fa-c62d-46db-a444-72e008bb729e> [BDD, accès par abonnement]

Pajhwok Afghan News, « 9 rebels, 2 security men killed in new offensive », 25/07/2013, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:lskOWhs4JHoJ:https://pajhwok.com/2013/07/25/9-rebels-2-security-men-killed-new-offensive/+&cd=22&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e>

British Broadcasting Corporation (BBC), « Voice of Jihad : Taleban say eight soldiers killed, eight others injured in clash in Afghan east », 24/07/2013, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=19740ad9-3e53-4fae-9b2d-57f57cef8cb2&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A58YR-2GD1-JC8S-C04C-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr11&pdtab=allpods&ecompxbxnk&earg=sr11&pid=0cba4981-e0e3-4957-8b9c-1f5b1831efc2> [BDD, accès par abonnement]

Pajhwok Afghan News, « Hesarak on the verge of falling to rebels », 12/07/2013, <https://pajhwok.com/2013/07/12/hesarak-verge-falling-rebels/>

Pajhwok Afghan News, « Weapons supplied to restive district », 12/07/2013, <https://pajhwok.com/2013/07/12/weapons-supplied-restive-district/>

British Broadcasting Corporation (BBC), « Voice of Jihad : Taleban say government attack repulsed in Afghan east », 29/01/2013, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=a3af0132-628b-466b-9d07-3a7ffb8bc1c3&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A57M7-1411-DYRV-33YS-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr65&pdtab=allpods&ecompxbxnk&earg=sr65&pid=ff5578e5-2284-401e-80ab-96d5aa45a811> [BDD, accès par abonnement]

Pajhwok Afghan News, « 24 rebels dead in Hesarak fighting », 28/04/2013, <https://pajhwok.com/2013/04/28/24-rebels-dead-hesarak-fighting/>

Pajhwok Afghan News, « ALP deployment to 14 districts approved », 27/01/2013, <https://pajhwok.com/2013/01/27/alp-deployment-14-districts-approved/>

The Killid Group (TKG), « No winners here only the people », 03/09/2012, <https://tkg.af/english/2012/09/03/no-winners-here-only-the-people/>

Pajhwok Afghan News, « Residents clash with rebels in Nangarhar, 2 killed », 29/08/2012, <https://pajhwok.com/2012/08/29/residents-clash-rebels-nangarhar-2-killed/>

British Broadcasting Corporation (BBC), « TOLO TV : MP supports people's uprising against Taleban in Afghan east », 24/08/2012, <https://advance.lexis.com/document/?pdmfid=1519360&crd=7a5a0e58-97fd-4b3d-815e-c03b79528b4b&pddocfullpath=%2Fshared%2Fdocument%2Fnews%2Furn%3AcontentItem%3A56DG-T441-DYRV-3278-00000-00&pdcontentcomponentid=10962&pdteaserkey=sr51&pdtab=allpods&ecompxbxnk&earg=sr51&pid=d41ab3fa-c62d-46db-a444-72e008bb729e> [BDD, accès par abonnement]

Pajhwok Afghan News, « Hesarak anti-rebel campaigners running out of bullets », 24/08/12, <https://pajhwok.com/2012/08/24/hesarak-anti-rebel-campaigners-running-out-bullets/>

TOLONews, « Nangarhar Villagers Rise Up Against Taliban », 23/08/2012, <https://tolonews.com/afghanistan/nangarhar-villagers-rise-against-taliban>

Pajhwok Afghan News, « Upsurge in rebel activity in Nangarhar », 03/08/2012, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:jxPnp-xQQmMJ:https://pajhwok.com/2012/08/03/upsurge-rebel-activity-nangarhar/+&cd=20&hl=fr&ct=clnk&gl=fr&client=firefox-b-e>

Réseau social

Twitter, Compte : Hameed Shuja, 20/08/2016,

<https://twitter.com/hameedshuja/status/766989377633267712?s=20>